



**Die Gewerkschaft.
Le Syndicat.
Il Sindacato.**

INFORMATION ECONOMIQUE

II /2014

D. Lampart / J. Corpataux (SGB/USS)

Résumé : Depuis le début de l'année, on assiste à une certaine stabilisation de la conjoncture mondiale. Les capacités de production ne sont néanmoins pas pleinement utilisées puisqu'elles demeurent à un niveau légèrement en-dessous de la moyenne. Dans les pays en crise de la zone Euro, une demande intérieure toujours insuffisante continue à poser problème. À un niveau global, des signaux positifs existent, le chômage recule légèrement. La reprise devrait se confirmer au cours des mois qui viennent. En Suisse, le PIB a continué à croître. C'est toujours la demande intérieure qui porte, pour une bonne part, la dynamique. La construction tourne à plein régime et l'activité dans commerce de détail continue à évoluer à un haut niveau. Dans un contexte incertain et de franc toujours fort, l'industrie manufacturière helvétique – prise globalement – fait preuve d'une très bonne résistance. Certes, certains secteurs s'en sortent nettement mieux que d'autres. La pharma et l'horlogerie ont ainsi dépassé les niveaux d'exportations atteints avant-crise. La situation est plus difficile dans les secteurs industriels plus traditionnels (machines, textile, papier et arts graphiques, etc.). Dans la branche touristique, la situation semble stabilisée, le potentiel de croissance demeure néanmoins très limité. Le chômage en Suisse en 2014 ne devrait pas reculer mais rester proche du niveau actuel.

Information économique II/2014

1. Stabilisation de la conjoncture.	3
1.1. Le degré d'exploitation des capacités demeure légèrement inférieur à la moyenne	3
1.2. Le redressement de l'économie mondiale devrait se poursuivre	5
1.3. L'embellie conjoncturelle ne faiblit pas en Suisse	6
1.4. Expansion modérée de l'économie suisse	7
1.5. La Suisse, un des rares pays où le chômage ne baisse pas	8
2. Industrie et secteurs liés à la demande extérieure : évolution récente et perspectives	11
2.1. Marche des affaires dans l'industrie manufacturière	11
2.2. Évolution des exportations de marchandises	12
2.3. L'évolution récente dans l'hôtellerie-restauration	16
3. Les secteurs orientés sur le marché intérieur	18
3.1. Le commerce de détail	18
3.2. Le secteur de la construction	19

Auteurs: D. Lampart et J. Corpataux

1. Stabilisation de la conjoncture.

1.1. Le degré d'exploitation des capacités demeure légèrement inférieur à la moyenne

La croissance modérée de l'économie mondiale s'est en grande partie maintenue jusqu'au début de cette année. Le produit intérieur brut (PIB) de l'UE des 28 a enregistré une croissance de 0,3%¹ par rapport au trimestre précédent (1er trimestre 2014). L'économie allemande a réalisé 0.8% de croissance tandis que la France et l'Italie stagnaient avec 0,0% et -0.1% respectivement. L'économie espagnole a poursuivi sa croissance (+0.4%) tout en partant d'un faible niveau. Aux Etats-Unis, le PIB a diminué de 0.7%. Cette évolution est toutefois imputable pour l'essentiel à des effets spéciaux (conditions météorologiques, ajustement des stocks, etc.) et ne reflète pas réellement la conjoncture. En effet, le degré d'exploitation des capacités a augmenté dans l'industrie et le chômage a baissé.

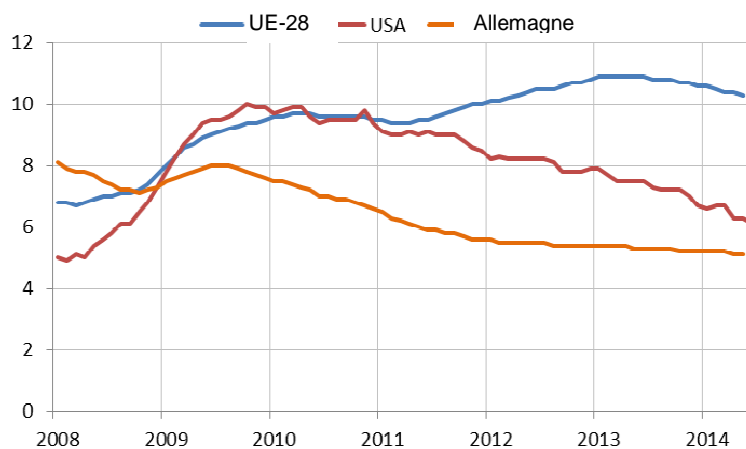
Projeté sur l'année, le taux de croissance pour l'UE sera légèrement supérieur à un point. Cette croissance n'est que légèrement supérieure à l'évolution de la productivité, si tant est qu'elle le soit. Il n'est donc guère nécessaire de renforcer les capacités de production. Les données de l'exploitation des capacités dans l'industrie en témoignent. Ce taux demeure légèrement inférieur à la moyenne à long terme (graphique 1.1.4). Dans ces circonstances, les entreprises ne devraient pas substantiellement accroître leurs effectifs, notamment dans l'UE. L'important taux de chômage et l'exploitation relativement faible des capacités restreignent la marge de manœuvre pour l'augmentation des prix et des salaires. Il n'y a là rien de surprenant, dans la mesure où le renchérissement dans la zone Euro n'a été que de 0,5% en juin.

L'aspect positif, en revanche, c'est que les taux de chômage ont continué de baisser. Avec un taux de 10,3%, le chômage est pourtant toujours supérieur d'un peu plus de 6% aux valeurs d'avant la crise financière (graphique 1.1.1). On peut saluer la nette diminution aux Etats-Unis. Malheureusement, seule une partie de cette diminution est le fruit de la stabilisation conjoncturelle. Une autre partie s'explique par le retrait d'une partie de la main d'œuvre du marché du travail, découragée par l'absence de résultat des recherches d'emplois. Le taux d'activité des plus de 15 ans aux Etats-Unis est passé d'un niveau stable de 66% avant la crise financière à moins de 63% aujourd'hui.

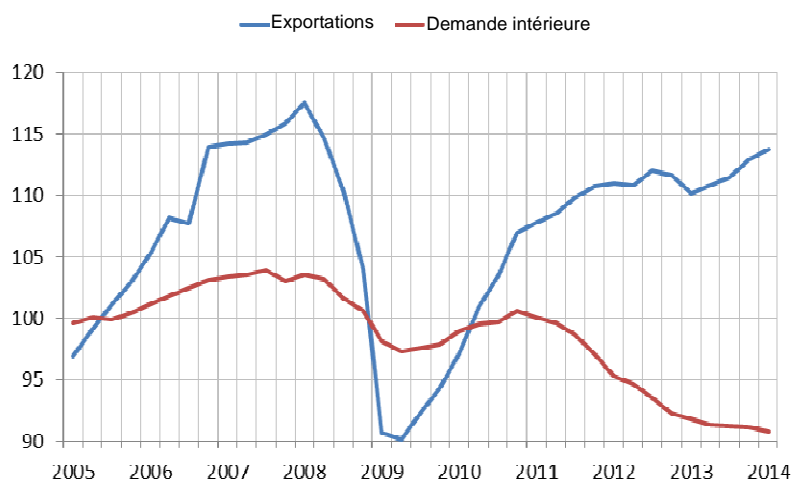
Dans les pays en crise de la zone Euro, c'est encore la demande asthénique de l'économie intérieure qui constitue le principal problème. Les exportations ont sensiblement repris des couleurs en Italie tout comme en Espagne mais la demande intérieure y est toujours inférieure de 10% au niveau d'avant la crise (graphiques 1.1.2 et 1.1.3). Les politiques publiques de rigueur accentuent encore ce problème. Inversement, la politique monétaire n'est d'aucun secours. Les entreprises investiraient et embaucheraient davantage si elles vendaient davantage. Mais pour cela, il faut une demande directe que pourrait par exemple susciter une mesure publique de relance. Des facilités d'octroi de crédits, par contre, peuvent tout au plus atténuer partiellement le problème. La nette reprise des exportations démontre aussi que ce n'est pas la compétitivité en matière de prix qui pose problème.

¹ La plupart des taux de croissance sont présentés dans ce document comme une croissance par rapport au trimestre précédent. Si l'économie croît par exemple d'un demi-point par trimestre sur toute une année, la croissance sur l'année sera légèrement supérieure à 2% (variation par rapport à l'année précédente).

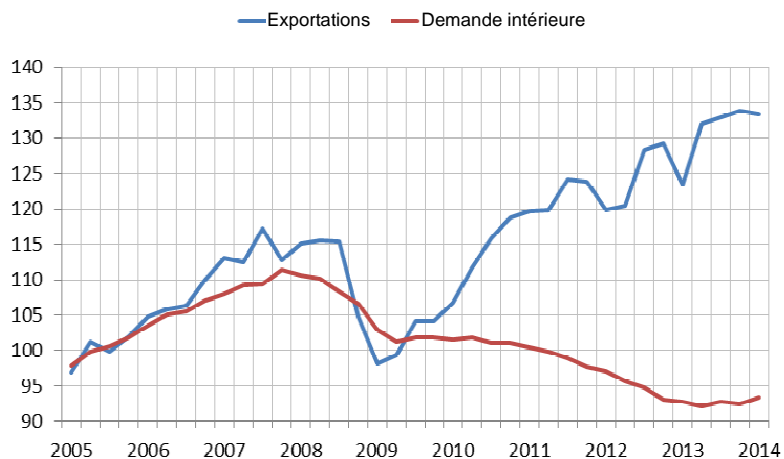
Grafik 1.1.1: Taux de chômage
(données désaisonnalisées, en pourcentage)



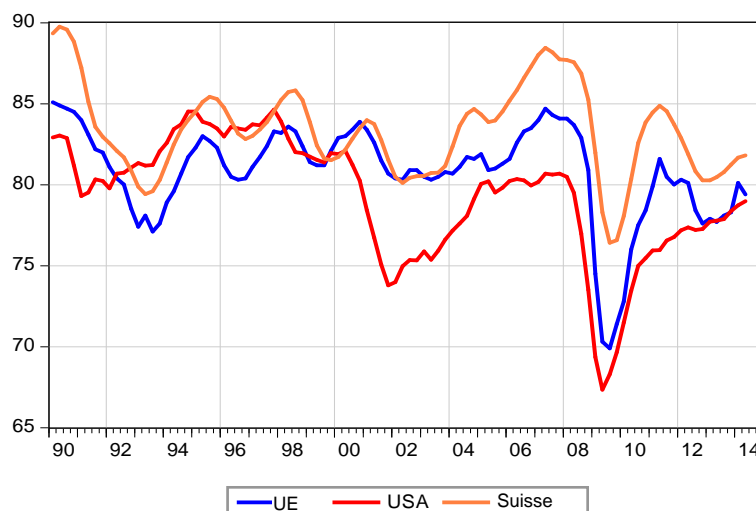
Grafik 1.1.2: Exportations et demande intérieure en Italie
(2005=100)



Grafik 1.1.3: Exportations et demande intérieure en Espagne
(2005=100)



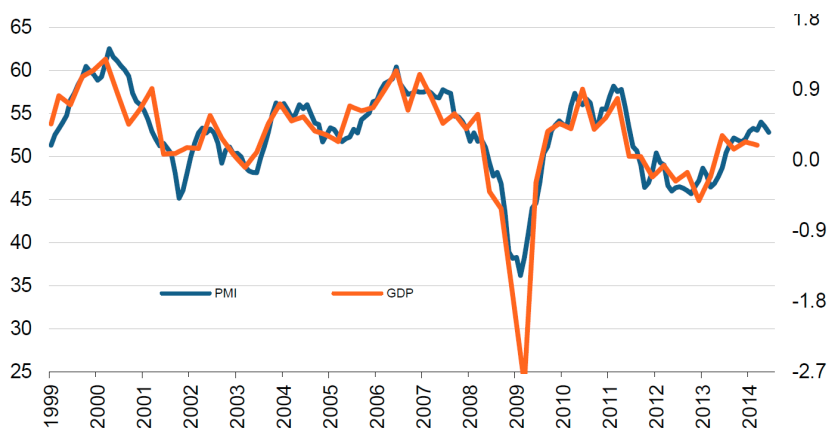
Grafik 1.1.4 : Exploitation des capacités dans l'industrie
(en pourcentage, données désaisonnalisées)



1.2. Le redressement de l'économie mondiale devrait se poursuivre

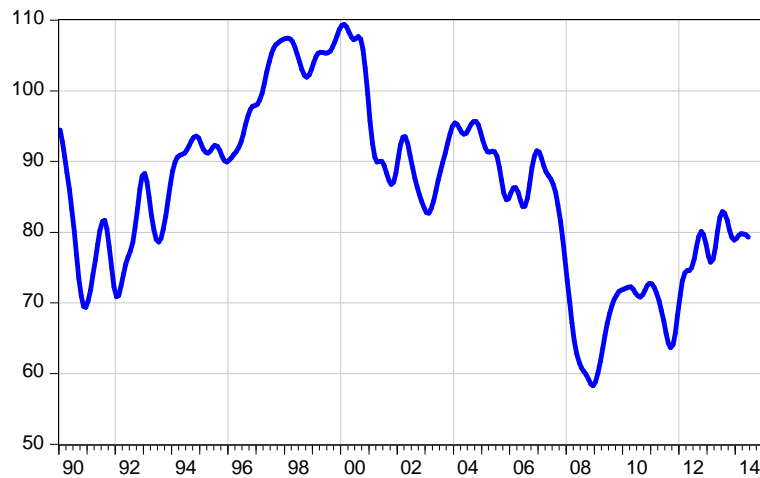
La reprise conjoncturelle de l'économie mondiale devrait se maintenir dans les prochains temps. D'après les enquêtes réalisées, les entreprises tablent sur la poursuite de l'augmentation de la production. Dans la plupart des pays de la zone Euro ainsi qu'aux États-Unis, les indicateurs PMI (indices des acheteurs) atteignent des niveaux de 50, voire supérieurs. Les valeurs au-dessus de cette barre indiquent la croissance, celles en-dessous la récession (graphique 1.2.1). Le taux d'exploitation des capacités de production demeure légèrement inférieur à la moyenne. Les entreprises peuvent produire davantage sans avoir à investir de façon notable ni à accroître leurs effectifs, surtout dans l'UE. Le chômage ne baissera que faiblement. Jusqu'à nouvel ordre, il ne faudra pas compter sur la consommation, ni sur la construction pour donner un coup de pouce substantiel à la conjoncture. La reprise demeure globalement fragile dans la zone euro. Dans certains pays, le secteur des finances demeure en effet bancal. Les incertitudes restent importantes.

Graphique 1.2.1 : Indicateur des acheteurs PMI dans la zone Euro
(Valeurs de PMI supérieures à 50 = expansion, GDP = croissance du PIB)



Graphique 1.2.2 : Confiance des consommateurs aux USA

(Université du Michigan, données corrigées des variations saisonnières et aléatoires)



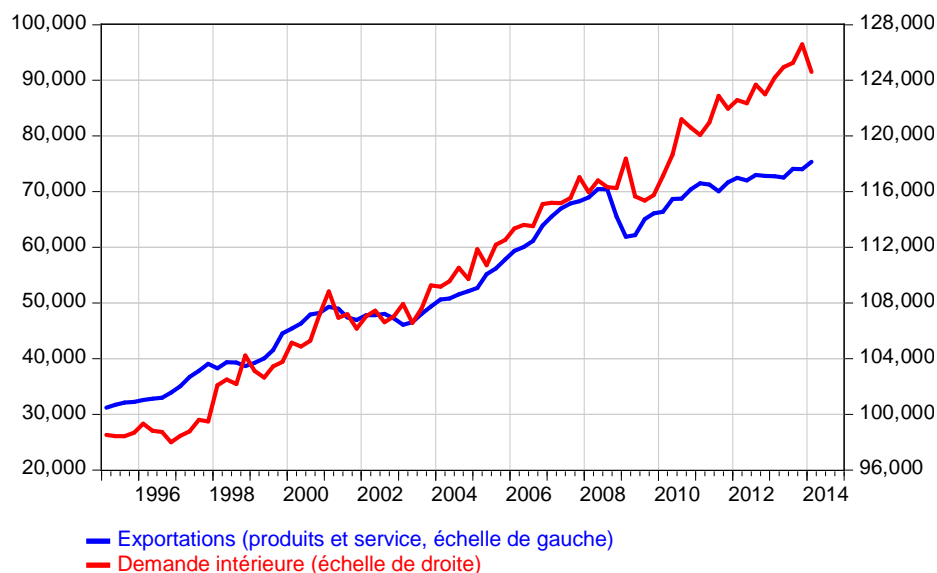
Après la baisse du PIB au premier trimestre, imputable à des effets spéciaux, l'économie des Etats-Unis devrait renouer avec la croissance au second trimestre. La baisse du chômage offre plus de pouvoir d'achat à la population. Le moral des consommateurs ne s'est toutefois que faiblement amélioré (graphique 1.2.2). Les prix de l'immobilier augmentent dans les grands centres et les prévisions des entreprises sont favorables. A la fois l'industrie et le tertiaire veulent embaucher plus de personnel.

1.3. L'embellie conjoncturelle ne faiblit pas en Suisse

La croissance du Produit intérieur brut suisse s'est poursuivie en 2014 (+0.5% par rapport au trimestre précédent). Une grande partie des impulsions de croissance vient toujours du pays. Les investissements dans la construction, en particulier, ont sensiblement contribué à la croissance, ce qui n'est guère surprenant, vu la croissance démographique persistante et les faibles taux d'intérêts. Les salaires ont progressé au même rythme que le PIB. Cependant, si le pouvoir d'achat des personnes exerçant une activité professionnelle a augmenté, la croissance de la consommation privée s'est essouffée (0,1% par rapport au trimestre précédent). L'hiver doux et la consommation moindre de pétrole et de gaz devraient en être la cause. Le fait que la demande intérieure ait même diminué au 1er trimestre 2014 s'explique, outre l'effet spécial sur la consommation, par le fait que les entreprises ont moins fait de stocks. Abstraction faite de ces effets uniques, la capacité d'expansion de l'économie intérieure se maintient (graphique 1.3.1).

La croissance des exportations s'est accélérée, ce qui est encourageant. Toutes les composantes à l'exportation ont augmenté, à savoir les exportations de marchandises, les exportations de services (services bancaires, négoce en transit) et le tourisme. Pour les investissements en biens d'équipement (machines, véhicules, informatique, etc.) par contre, l'évolution des entreprises reste relativement faible. Même en Suisse, les capacités de production sont tout au plus moyennement exploitées. De nombreuses entreprises préfèrent attendre pour investir en nouveaux biens d'équipement.

Graphique 1.3.1: Demande étrangère et intérieure
(effective en millions de CHF, données désaisonnalisées, chiffres trimestriels)



1.4. Expansion modérée de l'économie suisse

Les prévisions pour l'économie suisse tablent sur une croissance du PIB de l'ordre de 2% pour l'année en cours (tableau 1.4.1). Celle-ci est portée d'une part par l'étranger où la reprise conjoncturelle persistante renforce la demande de produits suisses. Le Franc demeure certes nettement surévalué. Le point positif, c'est qu'il se soit stabilisé par rapport à la plupart des devises grâce au cours plancher, permettant ainsi d'éloigner le spectre de nouvelles concessions sur les prix pour les exportateurs. La planification en matière d'effectifs et de parcs de machines est devenue plus simple. La raréfaction des annonces de dégraissages en témoigne aussi. L'industrie exportatrice prévoit que les entrées de commandes continueront d'augmenter et que la production sera plus forte. Une amélioration de la situation se profile aussi dans le tourisme. Grâce à la meilleure situation de l'emploi, les hôtes étrangers ont de nouveau davantage de budget à consacrer aux voyages hors de leurs pays. Cependant, le retard à rattraper est encore de taille pour la branche. Le niveau d'avant la crise n'est pas encore atteint.

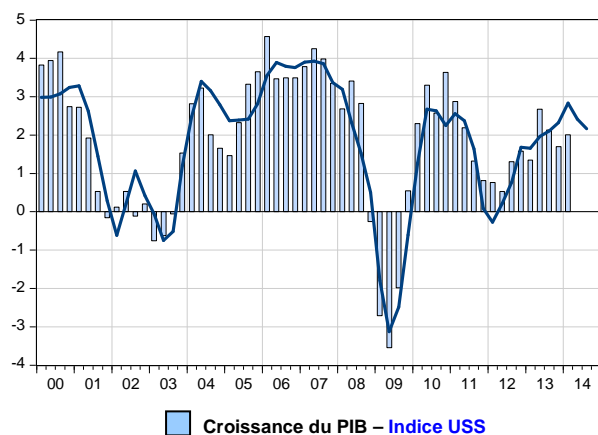
L'économie intérieure devrait poursuivre son expansion. A priori, la croissance démographique se maintiendra aux environs d'un point. La forte activité de construction devrait persister en Suisse car les logements dans la gamme de prix ordinaire sont toujours recherchés. Face au renchérissement nul et au franc surévalué, les intérêts restent modestes. La plupart des entreprises de construction jugent leur carnet de commandes satisfaisant tout en ayant légèrement revu leurs attentes à la baisse. Les prévisions de chiffre d'affaires sont aussi clairement positives dans le commerce de détail. Le moral s'est même légèrement amélioré dans ce domaine. Ainsi, la consommation suisse devrait continuer de croître d'après les prévisions.

Grâce à la légère amélioration des ventes, les entreprises continueront d'augmenter leurs effectifs. Les entreprises peuvent absorber un pour cent environ de croissance de la production ou du PIB avec leurs effectifs actuels car suite à des investissements ou à une réorganisation de la production, la productivité augmente de l'ordre d'un pour cent en moyenne par an. Pour une croissance plus forte, il faut davantage de personnel. Dans l'état actuel, les entreprises disposent encore de suffisamment de surcapacités, raison pour laquelle les besoins de personnel supplémentaire sont en principe moindres. Mais il ne faut pas perdre de vue que l'emploi a fortement augmenté ces derniers temps dans des branches du tertiaire comme la santé ou l'enseignement,

etc. qui offrent moins de marge de manœuvre en termes de capacités. Pour l'année en cours, on peut s'attendre à une croissance de l'emploi d'environ 1% (équivalents à plein temps). Dans la mesure où la population en âge de travailler croît, l'augmentation de l'emploi suffit tout au plus à atténuer légèrement le chômage. L'indice USS du chômage témoigne d'une faible baisse du chômage (graphique 1.4.2) mais ce phénomène ne s'est pas encore confirmé dans les faits. Abstraction faite des fluctuations saisonnières (conditions météorologiques, etc.), le chômage stagne en Suisse.

Le renchérissement de la consommation devrait être plus ou moins nul en moyenne sur l'année (prévision de l'USS pour l'indice national des prix à la consommation: 0,1%). Le faible renchérissement dans la zone euro a des répercussions sur l'évolution des prix en Suisse. Comme le franc demeure surévalué, les prix des produits importés continuent de légèrement baisser. Après une légère augmentation, les prix du pétrole ont de nouveau quelque peu baissé. Ces aspects, associés à une faible augmentation des prix nationaux, se traduisent par un renchérissement nul. Comme l'indice national des prix à la consommation surestime légèrement le renchérissement, nous devrions même assister à une baisse effective du niveau des prix.

Graphique 1.4.1 : Indice du produit intérieur brut
(Variation par rapport à l'année précédente)



Graphique 1.4.2: Indice du chômage
(Chômeurs inscrits, données désaisonnalisées)

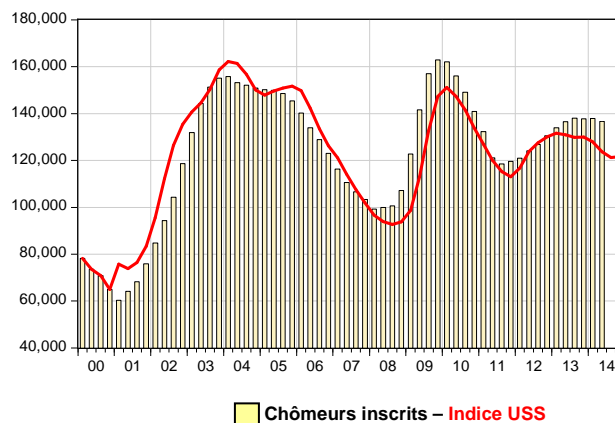


Tableau 1.4.1 Prévisions conjoncturelles choisies
(en pourcentage, voir note en bas de page 1)

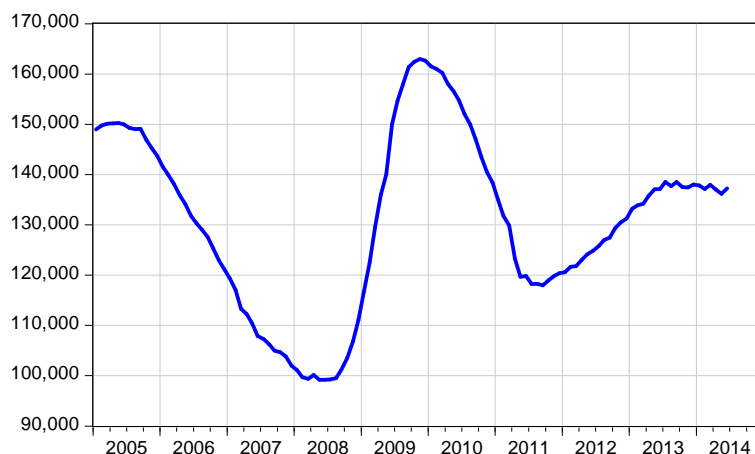
	USS		KOF		Seco		Banque nationale suisse	
	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015
<i>Croissance du PIB</i>	1.8	-	1.8	2.3	2.0	2.6	2	-
<i>Taux de chômage</i>	3.2	-	3.1	2.9	3.1	2.8	-	-
<i>Renchérissement</i>	0.1	-	0.2	0.7	0.1	0.4	0.1	0.3

1.5. La Suisse, un des rares pays où le chômage ne baisse pas

Le chômage enregistré n'a plus augmenté depuis l'été 2013 (données désaisonnalisées). De légères fluctuations mises à part, il stagne depuis lors plus ou moins au même niveau d'environ 138 000 personnes (graphique 1.5.1). Le taux de chômage est de 3,2% ("chômeurs enregistrés"). Dans la comparaison internationale, la Suisse est l'un des rares pays où le chômage ne

baisse pas. Le chômage effectif est sous-évalué par le nombre des chômeurs enregistrés. En effet, seuls les chômeurs inscrits auprès d'un office pour l'emploi sont comptabilisés dans cette statistique. Les personnes radiées, par exemple, ne sont pas comptées. Donc, dans les faits, le chômage est nettement plus important en Suisse. Selon des valeurs provisoires, le taux de chômage qui est basé sur un sondage des ménages privés, atteignait 4,7% au printemps (valeur de mars, données désaisonnalisées).

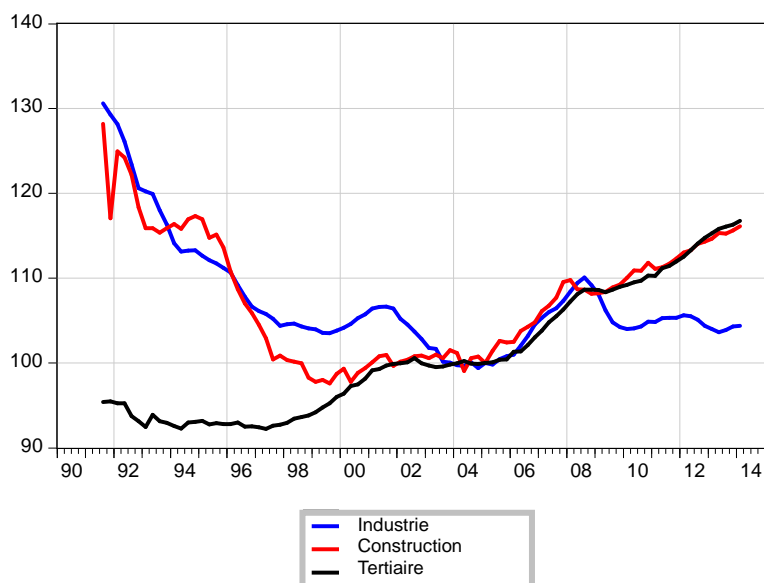
Graphique 1.5.1 : Nombre de chômeurs enregistrés
(données désaisonnalisées)



Au premier trimestre 2014, l'emploi a encore augmenté de 1.1%, soit 38 689 équivalents à plein temps, par rapport à l'année précédente. La croissance de l'emploi est, pour l'essentiel, portée par le secteur tertiaire (+1,3% ou 31 961 EPT) et, dans une moindre mesure, vu la taille du secteur, par la construction (+1,3%, soit 3881 EPT). Autre élément positif, la faible croissance de l'emploi dans l'industrie s'est poursuivie (+0.3%, soit 2072 EPT) (graphique 1.5.2). Dans la branche MEM, par contre, l'emploi continue malheureusement de s'éroder. La branche de l'hôtellerie-restauration s'est, quant à elle, reprise. L'emploi y a légèrement augmenté au 1er trimestre 2014. L'enseignement, le secteur de la santé ainsi que la branche des TI et de l'information sont les moteurs de la croissance. Le secteur bancaire a par contre employé moins de personnel que l'année dernière.

Graphique 1.5.2 : Emploi par secteurs

(équivalents à plein temps, 1er trimestre 2005 = 100, données corrigées des variations saisonnières et aléatoires)



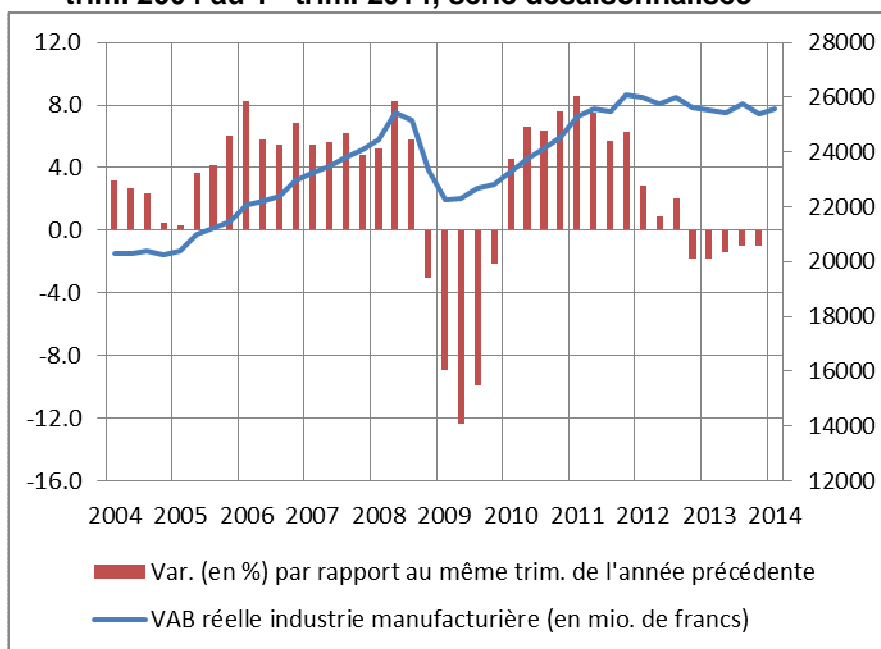
D'après les enquêtes du KOF, les perspectives d'emploi demeurent largement intactes. L'industrie se considère toujours en sureffectif. Selon les données les plus récentes, les entreprises entendent apparemment continuer de corriger légèrement leurs effectifs à la baisse. Même le secteur principal de la construction prévoit un léger réajustement. Le second-œuvre, pour sa part, reste dans la continuité. Dans le commerce de détail, il faut s'attendre à une poursuite du développement de l'emploi selon les renseignements des entreprises, surtout parmi les grands prestataires. Dans les banques, les employeurs prévoient de réduire plus fortement les effectifs. Le point positif, c'est que les assurances souhaitent engager un peu plus de main d'œuvre, de sorte qu'une réaffectation au moins partielle des emplois puisse s'opérer au sein du secteur financier. Les employeurs prévoient aussi d'embaucher davantage dans les branches des transports et des communications. Les signaux les plus récents en provenance de l'hôtellerie-restauration sont aussi positifs: Pour la première fois depuis l'augmentation du cours du franc et la crise financière, une petite majorité des entreprises sondées indiquent vouloir de nouveau accroître leurs effectifs. Nous verrons s'il s'agit là d'un vrai changement de cap ou non dans les prochains mois.

2. Industrie et secteurs liés à la demande extérieure : évolution récente et perspectives

2.1. Marche des affaires dans l'industrie manufacturière

Après les très bonnes performances qui ont accompagné la période 2004-2008, l'industrie manufacturière helvétique a très soudainement été rattrapée par la crise financière et économique. L'industrie manufacturière helvétique ne reprend d'ailleurs des couleurs qu'une année plus tard. Depuis lors, et comme le montre l'évolution de la valeur ajoutée pour l'ensemble de l'industrie manufacturière (Graphique 2.1.1), si celle-ci chutait fortement au moment de la crise, elle s'oriente à nouveau sur une trajectoire haussière par la suite. Elle dépasse même aisément, en termes de valeur ajoutée, le sommet atteint au deuxième trimestre 2008 dès le deuxième trimestre 2011 pour parvenir à un pic inégalé lors du dernier trimestre 2011. Par la suite, elle montre une tendance très légèrement baissière. Dans un contexte qui demeure difficile (franc surévalué et incertitudes, en particulier européennes), l'industrie manufacturière prise dans son ensemble résiste malgré tout extrêmement bien. Par rapport au dernier trimestre 2013, la valeur ajoutée augmente d'ailleurs légèrement au premier trimestre 2014 (+0,75%) pour retrouver un niveau quasi identique à ce qu'il était une année auparavant.

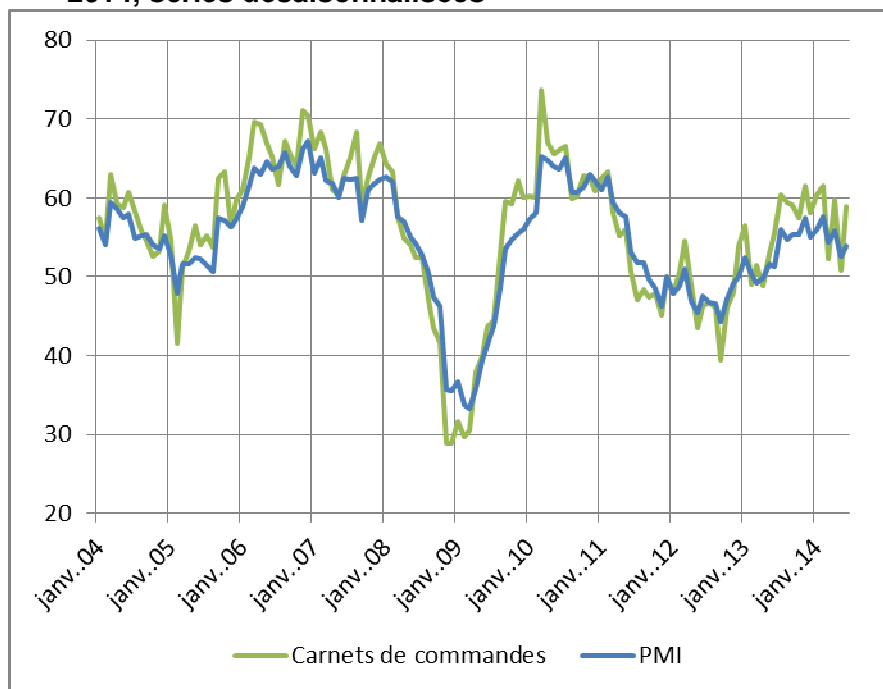
Graphique 2.1.1 : Évolution de la valeur ajoutée brute réelle, industrie manufacturière, du 1^{er} trim. 2004 au 1^{er} trim. 2014, série désaisonnalisée



Source : SECO.

Point également positif pour l'industrie manufacturière helvétique, l'indice des directeurs d'achat (PMI) évolue toujours à un bon niveau, c'est-à-dire au-dessus du seuil de croissance qui se situe à 50 points. Celui-ci clôturait en juin 2014 à 54 points (Graphique 2.1.2). S'il s'affiche en hausse de 1,4 point par rapport au mois précédent, observons qu'il se situe quelque peu en retrait par rapport aux niveaux atteints en début d'année. Quant à l'indice lié aux carnets de commandes, il a clôturé à 58,9 points en juin 2014, soit à un niveau bien au-dessus du seuil de croissance. En bref, dans un contexte qui demeure difficile et incertain, l'industrie manufacturière helvétique offre une bonne résistance. Les directeurs d'achat du secteur demeurent relativement optimistes et les carnets de commandes bien remplis. Néanmoins, l'ensemble des branches exportatrices réagissent-elles de manière homogène ? Ou connaissent-elles des évolutions contrastées ?

Graphique 2.1.2 : Indice PMI et indice des carnets de commandes, de janvier 2004 à juin 2014, séries désaisonnalisées



Source : Procure.ch/CS.

2.2. Évolution des exportations de marchandises

Si nous nous arrêtons tout d'abord brièvement sur le poids des différentes branches industrielles exportatrices suisses, le poids qu'y occupe l'industrie chimique et pharmaceutique étonne. En effet, à elle seule, celle-ci représentait plus de 40% des exportations totales de marchandises suisses en 2013 (Tableau 2.2.1). L'industrie des machines et de l'électronique qui suit, en deuxième position, ne pèse que 16,6%. L'horlogerie occupe la troisième position avec une part qui s'élève à 10,8%. Les instruments de précision et la métallurgie se placent au quatrième et cinquième rang avec des parts avoisinant, respectivement, 7,3% et 6%. Notons que si l'on additionne les trois branches que sont l'industrie des machines et de l'électronique, des instruments de précision ainsi que de la métallurgie et qui forment l'essentiel de l'industrie MEM, cette dernière obtient un poids très significatif, avec une part approchant les 30% au total des exportations de marchandises suisses.

Tableau 2.2.1 : Exportations selon les branches, parts en mio. CHF et en %, 2013

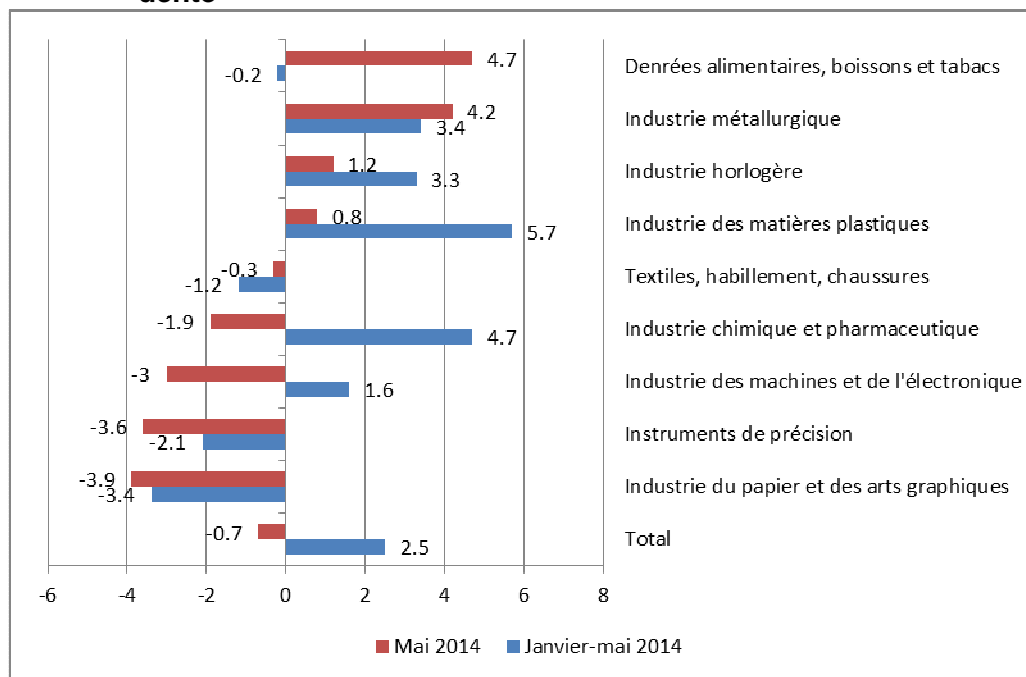
Branches	Mio. CHF	Part en %
<i>Industrie chimique et pharmaceutique</i>	80'981	40.2
<i>Machines et électronique</i>	33'312	16.6
<i>Horlogerie</i>	21'833	10.8
<i>Instruments de précision</i>	14'645	7.3
<i>Métallurgie</i>	12'077	6.0
<i>Denrées alimentaires, boissons et tabacs</i>	8'211	4.1
<i>Industrie des matières plastiques</i>	3'445	1.7
<i>Textiles, habillement, chaussures</i>	3'097	1.5
<i>Industrie du papier et des arts graphiques</i>	2'140	1.1
...
Exportations totales	201'260	100

Source : AFD.

Comment se comportent ces mêmes exportations en mai 2014 ? Prises globalement, celles-ci faiblissent de 0,7%, et ce en comparaison avec le même mois de l'année précédente (Graphique 2.2.1). Observons que la moitié des branches – dont les deux principales branches – reculent. Ainsi, l'industrie chimique et pharmaceutique voit ses ventes s'effriter de 1,9% et celle de l'industrie des machines se contracter de 3%. Notons à l'inverse, les bons résultats à l'exportation de l'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabacs et ceux de l'industrie métallurgique qui affichent en mai 2014 des croissances, respectivement, de 4,7% et de 4,2%. Quant à l'industrie horlogère, elle voit ses ventes augmenter de 1,2%. La plus mauvaise performance à l'exportation revient à l'industrie du papier et des arts graphiques, avec un recul de 3,9%.

Si l'on s'arrête maintenant sur la performance cumulée des différentes branches d'exportations pour la période allant de janvier à mai 2014, observons que, prises globalement, les exportations affichent cette fois-ci une croissance de 2,5%. Sur la période, cinq branches connaissent ainsi des résultats positifs. C'est l'industrie des matières plastiques qui sort en tête avec une croissance de 5,7%. L'industrie chimique et pharmaceutique occupe la deuxième position avec une augmentation de 4,7%. Suivent l'industrie métallurgique (+3,4%), l'industrie horlogère (+3,3%) et l'industrie des machines (+1,6%). L'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabacs ainsi que celle du textile, habillements, chaussures font du surplace en affichant de très légères décroissances, respectivement, de -0,2% et -0,3%. Le secteur des instruments de précision voit ses ventes reculer de 2,1% alors que c'est encore une fois à l'industrie du papier et des arts graphiques que revient la plus mauvaise performance sur la période, avec une baisse de 3,4%.

Graphique 2.2.1 : Exportations selon les branches en mai 2014 et en janvier-mai 2014, variations nominales (en %) par rapport à la même période de l'année précédente



Source : AFD.

Du point de vue géographique, l'Europe constitue toujours – et de loin – le principal débouché des exportations de marchandises helvétiques puisque 58,5% de celles-ci s'y dirigeaient en 2013 (Tableau 2.2.2). La part du continent européen est, néanmoins, en régression puisqu'elle dépassait 66% en 2006. Suivent l'Asie et l'Amérique, avec respectivement, des parts de 21,8% et 16,7% en 2013. Par pays, l'Allemagne occupe toujours la première place : sa part au total des exportations de marchandises atteignait les 18,7% en 2013. Les États-Unis, avec une part de 11,6%, sont en deuxième position. Viennent ensuite l'Italie, la France et le Royaume-Uni avec, respectivement, 7,2%, 7,0% et 4,4%. Observons que la Chine occupe le 6^{ème} rang en 2013 avec une part s'élevant à 4,1%.

Tableau 2.2.2 : Exportations par continents

Continent	2013 Mio. CHF	Part en %	
		2006	2013
Europe	117'644	66.3	58.5
Asie	43'954	16.7	21.8
Amérique	33'515	14.5	16.7
- Amérique du Nord	26'523	11.8	13.2
- Amérique latine	6'717	2.5	3.3
Afrique	3'562	1.5	1.8
Océanie	2'585	1.0	1.3
Total	200'612	100	100

Source : AFD.

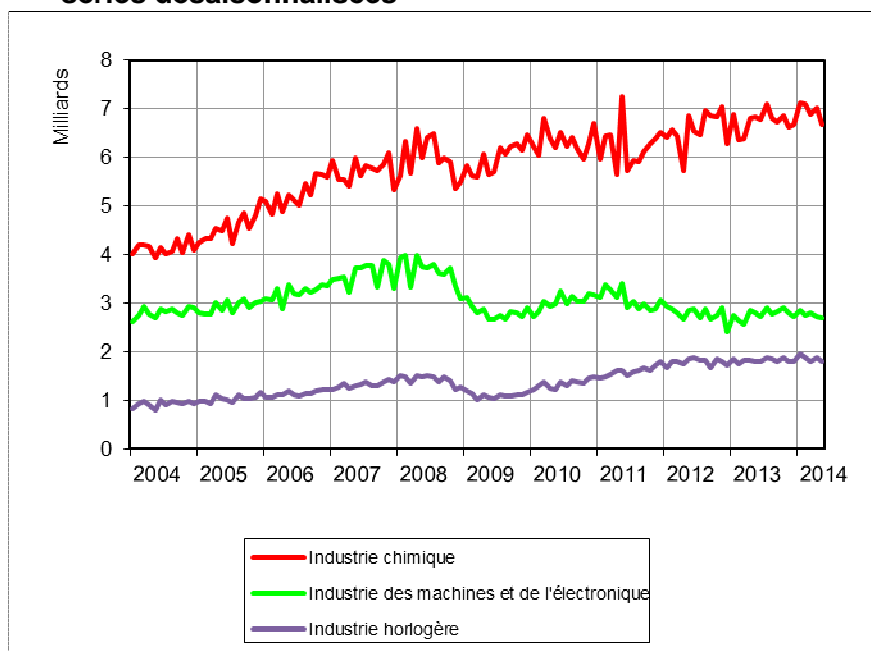
Comment les exportations de marchandises helvétiques prises globalement ont-elles évolué en mai 2014 du point de vue des principales zones d'exportations ? Les évolutions sont différenciées. Les exportations en direction de l'Asie, de l'Amérique latine et de l'Europe reculaient, respectivement,

de 4,4%, 3,6% et 1,2%. Notons que la baisse des ventes avec l'Inde (-28%), Singapour (-23%) et le Japon (-13%) expliquent en grande partie le recul asiatique. Celles-ci croissaient néanmoins vers la Chine (+8%). Les exportations helvétiques s'affichaient également en croissance vers l'Afrique (+10,5%), l'Océanie (+5,4%) et l'Amérique du Nord (+4,7%).

Une analyse, en données désaisonnalisées, pour trois des plus « grands » secteurs exportateurs – la chimie, l'industrie des machines et de l'électronique, l'industrie horlogère – permet de mettre en évidence des situations et des trajectoires différenciées pour chacun d'eux. Ainsi, les exportations de l'industrie chimique et pharmaceutique – après s'être orientées sur une pente descendante en particulier dans la deuxième moitié de l'année 2008 – sont reparties, non sans soubresauts, sur une trajectoire haussière et ce, jusqu'en mars 2010 où un premier pic est atteint (Graphique 2.2.2). Elles se sont par la suite maintenues à un niveau relativement élevé – malgré de fortes irrégularités dans leur évolution – pour atteindre un nouveau sommet absolu en mai 2011. C'était jusque-là le seul mois où la barre des 7 milliards de francs d'exportation (en données désaisonnalisées) avait été franchie ! Après être brièvement reparties à la baisse, les exportations de l'industrie chimico-pharmaceutique montrent depuis lors un trend plutôt haussier, et ce même si elles sont très légèrement en recul sur la période très récente. Précisons, à ce propos, qu'elles ont à nouveau franchi par cinq fois la barre des 7 milliards depuis le sommet inégalé de mai 2011. Quant à l'industrie horlogère, et si la crise de 2008-2009 lui avait fait temporairement perdre son dynamisme, ses exportations s'affichent depuis lors sur un trend clairement haussier. Celle-ci a d'ailleurs régulièrement dépassé en 2011 les niveaux mensuels record enregistrés avant-crise. Ainsi, depuis mars 2011, et en données désaisonnalisées, ses exportations se situent la plupart du temps à un niveau plus élevé que le sommet, légèrement supérieur à 1,51 milliards de francs, atteint en avril 2008. Un nouveau record mensuel absolu a été atteint en janvier 2014, avec presque 1,97 milliards de francs d'exportations (en données désaisonnalisées). Depuis lors, les exportations horlogères tendent à plafonner, néanmoins à un très haut niveau. Du côté de l'industrie des machines et de l'électronique, et suite à la crise, la tendance a été, dans un premier temps, haussière. Néanmoins, l'industrie des machines et de l'électronique n'est jamais parvenue à retrouver les niveaux d'exportation obtenus avant-crise. En effet, celles-ci dépassait légèrement la barre des 3,4 milliards de francs en mai 2011, et ce alors qu'avant-crise, c'était parfois la barre des 4 milliards qui servait de référence. Depuis lors, la tendance est plutôt baissière et les exportations de l'industrie des machines et de l'électronique oscillent sur la période récente plutôt en dessous de la barre des 3 milliards de francs....

En bref, l'industrie pharmaceutique suisse devrait continuer à croître et connaître de nouveaux succès à l'exportation. Celle-ci fait face à une demande peu sensible aux cycles économiques : ses revenus proviennent, en effet, en grande partie des dépenses de santé et celles-ci vont continuer à croître à l'échelle mondiale à moyen-long terme. Quant à l'industrie horlogère, qui a retrouvé une forme olympique après la crise, elle devrait continuer à évoluer positivement. Peut-être connaîtra-t-elle, à l'un ou l'autre moment, un moindre dynamisme. La force du franc n'est, cependant, pas un handicap pour une industrie qui évolue dans des produits haut, voire très haut-de-gamme – dans le hors prix – et qui, de plus, bénéficie d'une très bonne diversification internationale. Pour les branches plus traditionnelles, à l'instar de l'industrie des machines et de l'électronique qui est aujourd'hui très loin des niveaux d'exportations réalisés avant-crise ou encore celle du papier et des arts graphiques, les temps à venir continueront à être difficiles. Un franc toujours surévalué et une Europe toujours marquées par les incertitudes continueront, en effet, à peser fortement sur celles-ci.

Graphique 2.2.2 : Exportations, valeurs nominales mensuelles, de janvier 2004 à mai 2014, séries désaisonnalisées

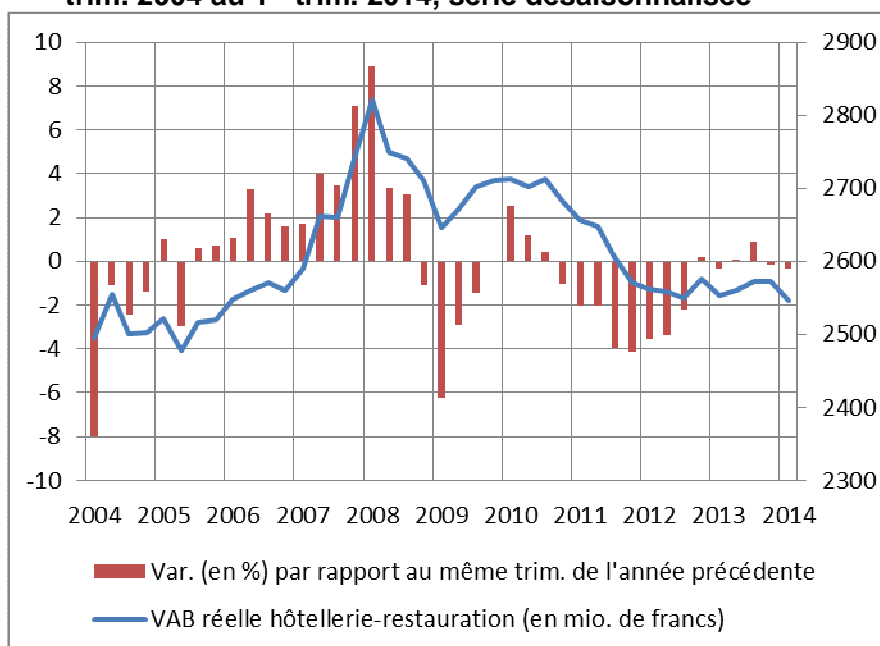


Source : AFD.

2.3. L'évolution récente dans l'hôtellerie-restauration

Après une période de croissance, de mi-2005 à début 2008, l'hôtellerie-restauration est rattrapée par la crise. Sa valeur ajoutée s'affiche en baisse pendant une année. Si elle repart ensuite à la hausse, elle s'oriente à nouveau clairement à la baisse à fin 2010, et ce sans que la branche ne soit revenue aux hauts niveaux d'activité atteints juste avant-crise (Graphique 2.3.1). Observons que, sur la période récente, et après connu une certaine stabilité de fin 2012 à fin 2013, la valeur ajoutée s'est réorientée relativement nettement à la baisse au premier trimestre 2014.

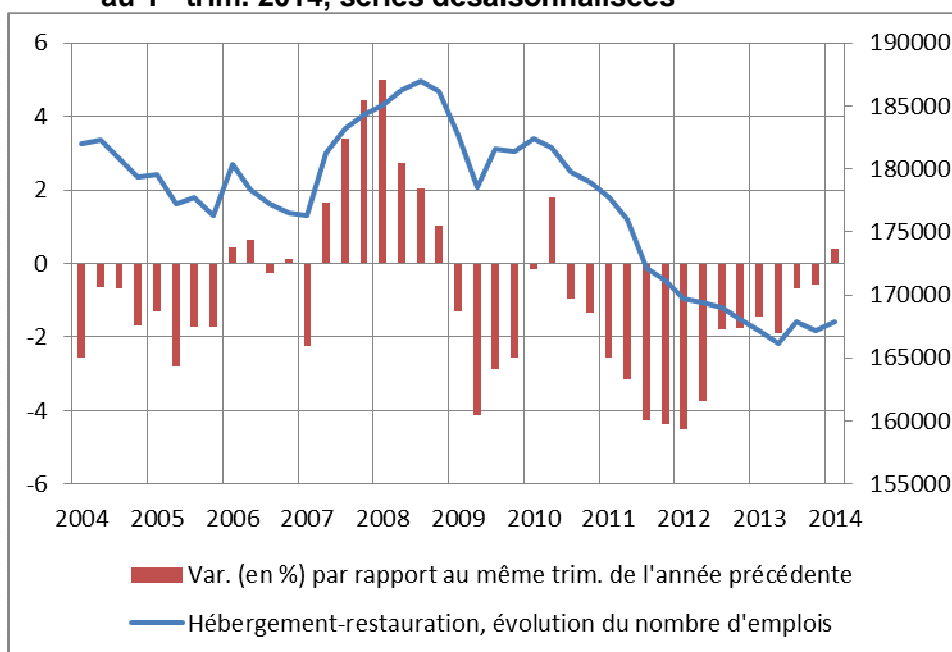
Graphique 2.3.1 : Évolution de la valeur ajoutée brute réelle, hôtellerie-restauration, du 1^{er} trim. 2004 au 1^{er} trim. 2014, série désaisonnalisée



Source : SECO.

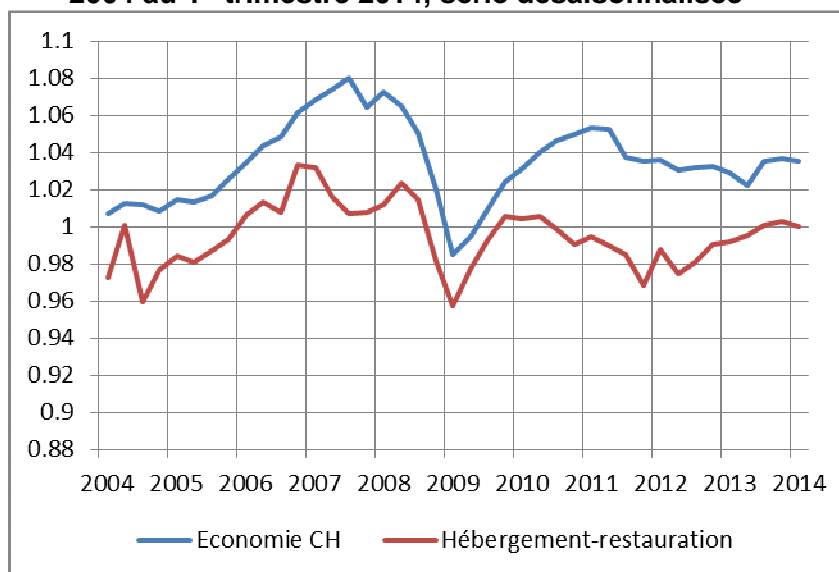
Quant à l'évolution de l'emploi dans la branche de l'hébergement-restauration, il a surtout été haussier de début 2007, et ce jusqu'au troisième trimestre 2008 (Graphique 2.3.2). À l'instar de la valeur ajoutée, l'emploi s'oriente à la baisse suite à la crise. Il repart à la hausse pendant une petite année. Néanmoins, et depuis le deuxième trimestre 2010, il est à nouveau clairement orienté à la baisse. Observons que, depuis mi-2013, la situation semble en voie d'amélioration. Ainsi, après avoir occupé presque 187'000 personnes (en données désaisonnalisées et en équivalents plein temps) au troisième trimestre 2008, l'hôtellerie-restauration touche un point bas pour la période sous-analyse en occupant un peu moins de 166'200 personnes au deuxième trimestre 2013. Au premier trimestre 2014, la branche de l'hôtellerie-restauration avait légèrement regagné en importance puisqu'elle mobilisait un peu plus de 167'850 personnes. Que nous dit, à ce propos, l'indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi de l'OFS pour la branche de l'hébergement-restauration ? Celui-ci n'avait été supérieur à 1 (ce qui indique une potentielle augmentation de l'emploi au trimestre suivant) que sur deux périodes : de début 2006 jusqu'au troisième trimestre 2008 ainsi que sur une petite année entre fin 2009 et mi-2010 (Graphique 2.3.3). Dans la deuxième moitié de l'année 2010, il repart à la baisse et se situe à un niveau inférieur à 1, indiquant – de trimestre en trimestre – une potentielle diminution de l'emploi. Notons néanmoins que, depuis mi-2012, il montre une orientation haussière et évolue même, depuis le troisième trimestre 2013, à un niveau très légèrement supérieur à 1 ! Au premier trimestre 2014, il est en léger retrait par rapport au trimestre précédent et équivaut quasiment à 1, indiquant que l'emploi devrait rester stable le trimestre à venir.

Graphique 2.3.2 : Évolution de l'emploi (EPT), hébergement-restauration, du 1^{er} trim. 2004 au 1^{er} trim. 2014, séries désaisonnalisées



Source : OFS, propre désaisonnalisation.

Graphique 2.3.3 : Indicateurs des prévisions d'évolution de l'emploi de l'OFS, 1^{er} trimestre 2004 au 1^{er} trimestre 2014, série désaisonnalisée



Source : OFS, propre désaisonnalisation.

La situation semble stabilisée dans la branche de l'hôtellerie-restauration, du moins du point de vue de l'emploi. Le potentiel de croissance y demeure néanmoins très limité. Tant que le franc suisse continuera à être surévalué, en particulier par rapport à l'euro, la situation demeurera difficile dans la branche touristique. En effet, un franc suisse trop fort décourage les visiteurs européens à passer leurs vacances en Suisse alors que, dans le même temps, la force du franc constitue, pour le citoyen suisse, une sérieuse incitation à séjourner et à dépenser hors des frontières du pays. Seul point positif, les touristes venant des pays émergents devraient continuer à croître. Ils ne compenseront néanmoins pas une clientèle venue des pays voisins d'Europe et qui s'est faite plus rare après la crise de 2008 et dans une Europe à la conjoncture toujours très incertaine.

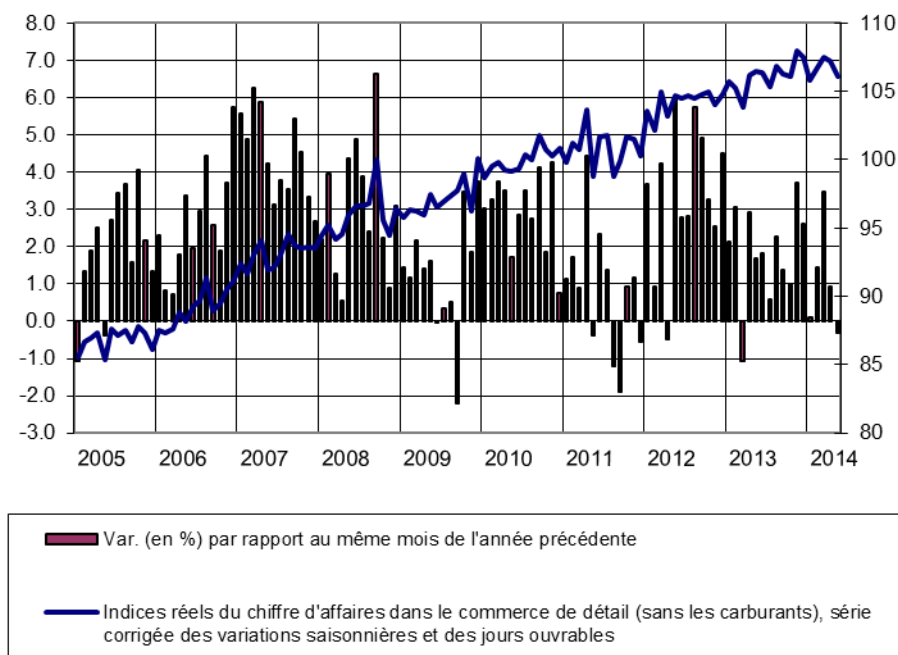
3. Les secteurs orientés sur le marché intérieur

Sur le front de la demande intérieure, la bonne marche des affaires dans le secteur de la construction devrait se poursuivre, du moins pour l'ensemble de l'année 2014. Quant au secteur du commerce de détail, son évolution en 2014 devrait être relativement identique à celle de 2013 et la croissance du chiffre d'affaires réel devrait, sur l'ensemble de l'année 2014, être positive.

3.1. Le commerce de détail

L'analyse d'une série corrigée des variations saisonnières et des jours ouvrables du chiffre d'affaires du commerce de détail (hors carburants) nous montre, depuis 2005, un indice réel tendanciellement haussier (Graphique 3.1.1). Un sommet absolu a été atteint en novembre 2013. S'il plafonne depuis lors à un haut niveau, il s'affiche néanmoins en léger retrait. En mai 2014, il évolue ainsi à un niveau légèrement inférieur (-0,3%) à celui atteint une année auparavant. Il est également en recul par rapport au mois précédent (-1%).

Graphique 3.1.1 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce de détail, indices réels, série désaisonnalisée et corrigée des jours ouvrables, de janvier 2005 à mai 2014



Source: OFS.

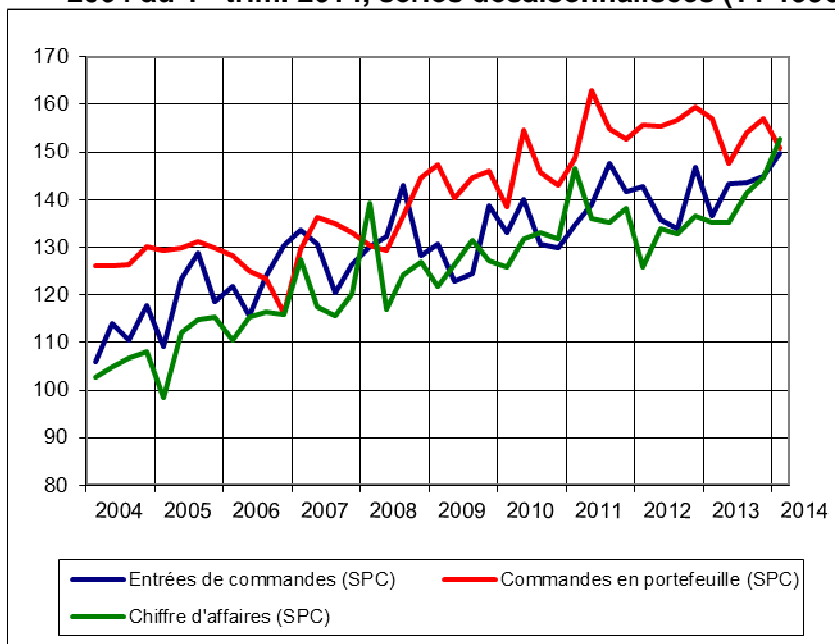
Depuis 2011, les activités dans le commerce ont souffert de l'érosion des prix et d'un tourisme d'achats à l'étranger, les mêmes maux devraient continuer à se faire sentir dans la période à venir, et ce plus particulièrement tant que le franc suisse continuera à être surévalué. Une population qui devrait toujours continuer à croître en 2014 compensera et continuera en revanche à jouer un rôle très positif dans le développement du commerce de détail. En bref, le commerce de détail devrait vivre une année 2014 relativement similaire à celle de 2013 et enregistrer, au final, une croissance positive au niveau de son chiffre d'affaires réel.

3.2. Le secteur de la construction

La bonne marche des affaires dans le secteur de la construction devrait se poursuivre tout au long de l'année 2014. Une analyse en données désaisonnalisées du chiffre d'affaires et des commandes dans le secteur principal de la construction (SPC) nous montre que la tendance est globalement haussière depuis 2004, que ce soit au niveau du chiffre d'affaires, des entrées de commandes ou encore des commandes en portefeuille (Graphique 3.2.1). Après avoir atteint certains sommets – souvent en 2011 –, puis plafonnés un certain temps, certains indicateurs, comme nous allons le voir, atteignent de nouveaux sommets en ce premier trimestre 2014. Ainsi, si l'indice lié au chiffre d'affaires avait atteint un relatif sommet au premier trimestre 2011 et qu'il a été orienté par la suite à la baisse pendant une année, il est à nouveau reparti à la hausse depuis deux ans. Il atteint même un nouveau sommet absolu au premier trimestre 2014. L'indice lié aux entrées de commandes suit une trajectoire relativement identique. Si celui-ci avait connu un sommet absolu pour la période sous-analyse au troisième trimestre 2011 et que, par la suite, il a plafonné un certain temps à un relativement haut niveau, il atteint également au premier trimestre 2014 un pic inégalé jusque-là ! Quant à l'indice lié aux commandes en portefeuilles, celui-ci avait déjà atteint un sommet absolu au deuxième trimestre 2011. Depuis lors, il plafonne à un haut niveau. Il montre néanmoins un trend légèrement baissier sur la période récente.

En bref, les indices dans le SPC – et même s'ils plafonnaient quelque peu depuis deux ou trois ans – se sont pour deux d'entre eux (chiffre d'affaires et entrées de commandes) à nouveau orientés à la hausse et battent ainsi à nouveau des records. Quant est-il de l'emploi dans la construction ? Celui-ci est-il toujours en croissance ou tend-il à plafonner ?

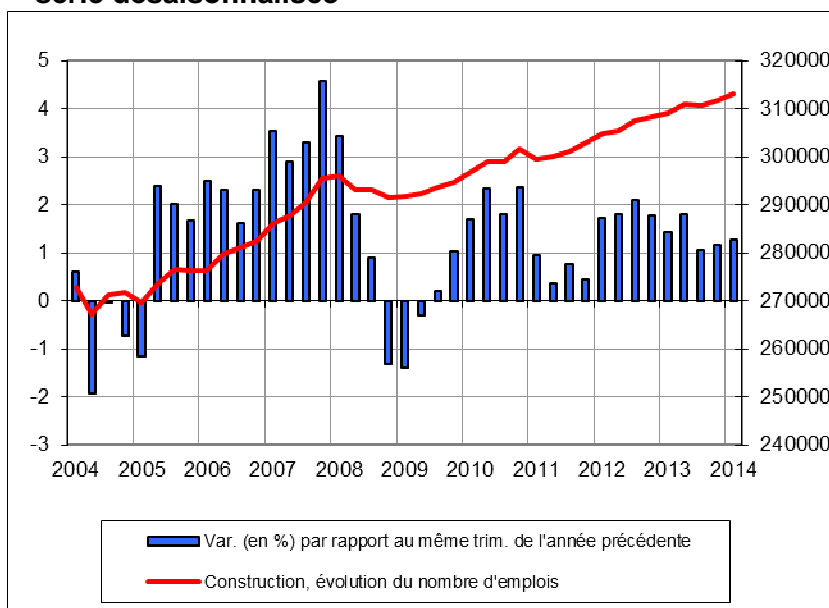
Graphique 3.2.1 : Évolution du chiffre d'affaires, des entrées et des commandes en portefeuille pour le secteur principal de la construction (SPC), du 1^{er} trim. 2004 au 1^{er} trim. 2014, séries désaisonnalisées (T1 1996 = 100)



Source : SSE/SBV.

Du point de vue de l'emploi (en équivalents plein temps) – et cette fois pour l'ensemble du secteur de la construction – la tendance est à la hausse depuis fin 2008 (Tableau 3.2.2). Si un sommet pour l'ensemble de la période sous analyse semblait avoir été atteint lors du premier trimestre 2008, il a été dépassé dès le premier trimestre 2010 ! En données désaisonnalisées, on passe même pour la première fois la barre des 300'000 emplois au 4^{ème} trimestre 2010 et celle des 310'000 emplois au deuxième trimestre 2013 ! C'est un nouveau sommet absolu qui est atteint au premier trimestre 2014. À cette dernière date, le secteur de la construction pris dans son ensemble occupe un peu plus de 313'000 personnes en équivalents plein temps.

Graphique 3.2.2 : Construction, évolution des emplois (en équivalents plein temps), série désaisonnalisée



Source : OFS.

La bonne marche du secteur de la construction tout au long de la crise et encore aujourd'hui pose la question des perspectives futures du secteur. La plupart des indicateurs liés aux chiffres d'affaires et aux commandes connaissent des sommets ou évoluent à des très hauts niveaux. Certains indices, plus prospectifs, demeurent également favorablement orientés (climat des affaires du KOF, prévisions d'emploi de l'OFS). De plus, l'indice de la construction concocté conjointement par la SSE et le Crédit Suisse est toujours orienté favorablement (même si celui montre qu'il pourrait plafonner à l'avenir, néanmoins à un très haut niveau). Il est vrai que le pays fait face à certaines incertitudes politiques (loi sur les résidences secondaires, initiative contre l'immigration de masse, nouvelle loi sur l'aménagement du territoire, etc.). Au niveau de la construction de logements (qui représente tout de même la moitié des dépenses dans la construction), l'environnement – avec des taux d'intérêt bas et une population toujours croissante en Suisse – demeure des plus favorables. Si l'on ajoute que les besoins en habitations des suisses existent toujours – en particulier dans les grandes agglomérations du pays où le prix des loyers a explosé ces dernières années et les taux de vacance se sont fortement réduits –, le potentiel à construire en Suisse reste bien présent. En bref, même les économistes de la SSE et du Crédit Suisse sont d'accord : en 2014, la construction devrait continuer sur sa lancée et obtenir à nouveau de très bons résultats. En 2015, peut-être, le secteur pourrait plafonner, mais encore une fois à un très haut niveau...